

Étape 6 : activer le protocole d'action précoce en s'appuyant sur des fonds libérés automatiquement

Si le système de FBP est déclenché avant la fin de la durée de vie du PAP (5 ans maximum), la Société nationale et son·sa partenaire d'implémentation peuvent compter sur la libération automatique du financement garanti pour l'activation et doivent entamer sans délai la mise en œuvre des actions précoces qui figurent dans le PAP.

Quelles sont les formes de décaissement ?

Malgré l'attribution automatique de fonds dès qu'un déclencheur est atteint, il faut parfois quelques jours avant qu'un transfert standard d'argent arrive dans le pays. D'autre part, un grand nombre de PAP doivent agir dans des délais très serrés, il faut donc prendre des mesures pour que les fonds soient disponibles dès qu'ils sont nécessaires. Les modalités de décaissement varient en fonction de différents facteurs : présence de la FICR dans le pays, ressources financières propres de la Société nationale, capacité financière de la Société nationale partenaire et aide fournie par celle-ci, etc. Ces modalités ont été fixées au moment de la signature de l'accord de financement du projet pour clarifier les rôles et responsabilités de toutes les parties et garantir le décaissement des fonds au moment opportun lorsqu'une prévision déclenchante est publiée.

Et si un PAP est activé mais que la catastrophe ne se produit pas, la SN doit-elle renvoyer les fonds à la FICR ?

Si le PAP est activé et que des actions précoces ont été implémentées mais que l'événement ne se concrétise pas, la Société nationale ne doit pas renvoyer les fonds à la FICR. Le système de FBP tient compte du fait qu'il peut y avoir des cas où un déclencheur est atteint, si bien que des actions précoces sont mises en œuvre, mais où la catastrophe ne se produit finalement pas. Le Mécanisme du DREF pour l'ABP agit suivant le principe « sans regret ».

Par contre, un PAP qui prévoit un délai de plus de 3 jours doit inclure un « mécanisme d'arrêt » afin d'éviter toute action dès qu'une prévision plus récente indique que l'aléa diminue en force ou a changé de direction et qu'un événement extrême ne doit plus être redouté. Le cas échéant, les fonds qui n'ont pas été dépensés avant que le mécanisme d'arrêt soit appliqué doivent être remboursés à la FICR. L'utilisation du matériel d'urgence qui n'a pas été distribué doit faire l'objet de discussions avec la FICR.



© CRA